Recenser les baraques et leurs habitants à Rome, de la fin du XIX^e siècle aux années 1960

Catégories, méthodes et objectifs

Enumerating Shacks and their Inhabitants in Rome from the Late Nineteenth Century to the 1960s: Categories, Methods and Objectives

Luciano Villani

Traducteur : Gwenaëlle de Bonviller

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/8310>

DOI : 10.4000/histoiremesure.8310

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 décembre 2019

Pagination : 65-92

ISBN : 978-2-7132-2790-5

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Luciano Villani, « Recenser les baraques et leurs habitants à Rome, de la fin du XIX^e siècle aux années 1960 », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXIV-1 | 2019, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 30 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/8310> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.8310>

Recenser les baraques et leurs habitants à Rome, de la fin du XIX^e siècle aux années 1960 Catégories, méthodes et objectifs

Luciano VILLANI *

Traduit de l'italien par Gwenaëlle DE BONVILLER

Résumé. L'étude des recensements des *baracche* se prête à de multiples analyses. Dans notre cas, nous avons exploité cette source pour étudier la posture des institutions politiques et administratives devant l'augmentation du nombre de baraques dans la ville de Rome. Leur décision de mener des enquêtes *ad hoc* ainsi que les objectifs de ces recensements témoignent de leur perception singulière du phénomène. Mais c'est surtout leur volonté de définir les baraques comme objet d'enquêtes, ou même l'absence d'une définition claire des critères retenus pour les enregistrer, qui en disent long sur les problèmes qu'a posés, de façon répétée, cette réalité sociale.

Mots-clés. recensement, baraques, ville informelle, histoire urbaine, Rome, XIX^e-XX^e siècles

Abstract. Enumerating Shacks and their Inhabitants in Rome from the Late Nineteenth Century to the 1960s: Categories, Methods and Objectives. Censuses of shacks (*baracche*) in Rome can be studied via numerous analytical approaches. In this article, we use this type of source to gain deeper insight into the attitudes of the political and administrative institutions dealing with the spread of shantytowns in the city of Rome. Their decision to carry out specific censuses, and the objectives of these operations, testify to their singular perception of the phenomenon. Above all, it was their desire to define the shacks as an object of investigation, or the very absence of clearly defined criteria for registering them, that tell us much about the recurrent problems posed by this particular social reality.

Keywords. census, shacks, urban informality, urban history, Rome, nineteenth-twentieth centuries

* Università degli Studi dell'Aquila, chercheur associé au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS). E-mail: luciano.villani77@gmail.com

Rome est la ville d'Italie où le phénomène des *baracche* a été le plus intense et le plus durable. On fait généralement coïncider son apparition avec la proclamation de la ville comme capitale d'Italie : « depuis 1870, il y a toujours eu des baraques à Rome », rapporte le très classique *Roma moderna*¹. Même si les premières mentions du phénomène remontent à 1895-1896, on ne peut exclure que cette pratique de construction ait existé précédemment². Ce n'est que plus tard, du fait de l'ampleur et de la rapidité de son développement, que les autorités considérèrent les baraques comme un problème justifiant d'être documenté, ou du moins soumis au contrôle de l'enquête statistique. L'existence des baraques fut ainsi scrutée et quantifiée.

Pour quelles raisons ? Qui en fut chargé et comment ? Les objectifs de fond, les bureaux impliqués, les procédures et les critères retenus pour les relevés ont évidemment évolué au cours du temps.

La richesse des données produites permet de dresser un tableau relativement précis de la réalité des bidonvilles romains à plusieurs moments importants de leur histoire. Malgré l'hétérogénéité des statistiques, on peut retracer leur évolution dans le temps (Tableau 1). Des recherches se sont ainsi appuyées sur les informations issues d'enquêtes diverses pour fournir une vision synthétique de quelques variables de base : nombre de baraques, régions et municipalités d'origine des chefs de famille, condition professionnelle de ceux-ci, répartition et taille des noyaux de peuplement, caractéristiques des constructions³.

L'étude de ces sources, complétée par la documentation produite par les bureaux concernés, invite toutefois à élargir le regard et à passer des objets étudiés aux acteurs institutionnels. Cette perspective permet de comprendre comment les autorités publiques traitèrent l'une des questions les plus épineuses de la vie urbaine dans la capitale de l'Italie, tant du point de vue de l'action politique que des catégories d'investigation élaborées pour l'analyser et la définir. La fréquence des recensements et leurs motivations reflètent l'inégale importance accordée à la question des baraques selon l'époque et témoignent des diverses manières dont celle-ci fut construite en problème public. D'une part, l'étude de la préparation et des modalités de réalisation des enquêtes éclaire le travail des bureaux concernés et les objectifs politiques qui sous-tendaient ces opérations. D'autre part, l'analyse des catégories utilisées, déterminant l'inclusion ou l'exclusion de tel ou tel bâtiment de l'enquête, ou plutôt l'absence de toute trace de réflexion à ce sujet, met en évidence combien la nature même des problèmes soulevés par les baraques

1. I. INSOLERA, 1962, p. 198.

2. Archivio storico capitolino (désormais ASC), Ripartizione V Lavori pubblici, Ispettorato edilizio, 1895/592/1895 ; *ibid.*, 1896/2241/1896.

3. Voir S. CHIANESE, 2016. Une recherche en cours travaille à l'élaboration d'une base de données des informations recueillies à l'occasion du recensement des baraques de 1933, visant à une « pleine utilisation » des données non traitées lors du relevé : B. LISEO & M. TEODORI, 2018.

Tableau 1. *Résultat des recensements et des enquêtes sur les baraques et leurs habitants effectués de 1924 à 1957*

	1924	1927	1929	1931	1933	1939	1953*	1957**
Baraques à usage de logement	2428	4880	6506	4472	4016	5163	8807	11503
Baraques à usages divers		4880			566			
Familles		253	7716		4416			12066
Habitants	12330	19170	31937		18787	22592	37454	48336

Source. Voir les sources archivistiques référencées en bibliographie (p.88).

* Les données concernent les baraques et les grottes (à l'exclusion des baraquements)

** Les données concernent les baraques, les grottes et les ruines (à l'exclusion des baraquements)

a changé au cours du temps. Cette évolution s'est accompagnée de celle de la définition des critères de « normalité » (identifiés au cas par cas, et pas toujours de façon objective, du point de vue de l'hygiène, de la morale, de l'esthétique, des réglementations juridiques), vis-à-vis desquels les baraques apparaissaient de toute façon inadmissibles – au moins en principe –, mais pour des raisons toujours différentes.

Ce double plan d'observation (objectifs et catégories) met en évidence deux tournants majeurs : la période fasciste, du point de vue du recueil des informations et de leur utilisation pratique et politique ; la seconde moitié des années 1950 pour l'affirmation de critères moins incertains qui reconfigurèrent le concept d'habitat informel.

1. Les baraques à Rome dans les recensements généraux de population de l'Italie libérale (1871-1921)

En Italie, où existait déjà une solide tradition d'études statistiques avant la réunification, la création d'un Service de statistique générale, institué auprès du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce (décret royal n° 294 du 9 octobre 1861), a suivi de peu la décision de procéder au premier recensement général de la population (décret royal n° 227 du 8 septembre 1861)⁴. En 1862, une commission de statistique fut ainsi créée dans chaque municipalité et chaque province du royaume d'Italie pour « assurer le service de la statistique »⁵.

4. A. GOLINI, 2011 ; D. MARUCCO, 1996.

5. Regio decreto 3 juillet 1862, n° 707. À Rome, la création de la Commission de statistique est approuvée par le conseil municipal le 12 juillet 1871.

Les recensements ordonnés par l'État unitaire, dans les trente premières années qui suivirent la prise de Rome, ne contiennent que des informations assez limitées sur la présence de baraques. Celui de 1871, effectué dans la capitale par la Commission locale de statistique, se limitait à répertorier la population selon son implantation sur le territoire (population agglomérée ou dispersée), en précisant, dans le cas de la campagne romaine, les différents types d'habitation (palais seigneuriaux, fermes, maisons rurales, manoirs de campagne, cabanes [*capanne*] et grottes). Les personnes chargées du recueil des données avaient reçu l'ordre de relever les informations les plus détaillées possible sur cette population urbaine qui vivait dans des « conditions extrêmement modestes, et qui [était] obligée de mener une vie peu éloignée de celle de sauvages⁶ ». Les données les concernant devaient être examinées séparément dans le cadre d'une étude centrée sur les conditions sanitaires et morales du pays. Ce fut chose faite en 1886, avec l'Enquête sur les conditions hygiéniques et sanitaires dans les municipalités du royaume d'Italie, qui exploita les données sur le logement recueillies lors du recensement de 1881⁷.

La nomenclature adoptée pour le recensement de 1881 apportait une image encore très générale mais déjà moins floue des conditions de logement de la population. L'approche adoptée pour le contrôle de l'« état des habitations » reflétait, même de façon approximative, une stratification sociale verticale des logements, par étage, similaire à celle de nombreuses villes dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁸. Les appartements recensés étaient regroupés selon qu'ils comportaient plusieurs niveaux, qu'ils étaient situés aux étages supérieurs, au rez-de-chaussée, sous les toits ou confinés dans des sous-sols⁹. Dans le rapport général publié en 1885, la campagne romaine était mentionnée comme étant l'une des régions où les logements en sous-sol étaient les plus nombreux ; là, plus qu'ailleurs, de nombreuses familles avaient trouvé leur « misérable demeure dans des grottes creusées à cette fin, ou dans des carrières de tuf ou de pierres¹⁰ ». Ainsi le recensement comptait-il les familles demeurant dans des « mines, carrières, cabanes et abris ». Il accordait cependant très peu d'attention à ce genre d'habitations, même si la ville de Rome en enregistrait le nombre le plus élevé : 3 105 familles sur 8 014 dans l'ensemble du royaume d'Italie, 21 118 personnes sur 51 522, c'est-à-dire 41 %¹¹. Il est assez probable

6. D. SILVAGNI, 1872, p. 10.

7. DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, 1886. Concernant l'Enquête sur la santé et son impact sur la définition des domaines d'investigation propres aux statistiques urbaines, voir G. FAVERO, 2001, p. 203-210 ; sur les résultats de l'enquête sur la santé menée en Italie en 1899, voir C. GIOVANNINI, 1996.

8. D. ROCHE, 1986 [1981], p. 136-137 ; M. BARBAGLI & M. PISATI, 2012, p. 100.

9. MINISTERO DELL'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, 1883, p. 218.

10. MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, 1885, p. XXVII.

11. *Ibid.*, p. XXXII et 100.

que les baraques aient été comptabilisées dans ce chiffre. Mais il est évident, d'un point de vue général, que ce ne sont pas tant les caractéristiques de précarité de l'habitation ou même sa situation marginale ou irrégulière au regard du parc de logements existant qui inquiétaient les autorités, que l'extrême insalubrité et l'état de délabrement qui touchaient le patrimoine immobilier des quartiers les plus anciens des villes italiennes¹², dont les descriptions pittoresques et colorées ne manquent pas dans la littérature¹³.

La situation vingt ans après n'était pas bien différente : le recensement de 1891 n'ayant pas eu lieu, celui de 1901 proposait de nouveau la division verticale, mais cette fois-ci en s'intéressant à tous les étages du bâtiment, y compris les appartements en entresol et les étages du premier au cinquième. Cette donnée nouvelle était considérée comme « non suffisante pour représenter les conditions de logement dans toutes les régions du Royaume », mais elle renseignait tout de même sur la situation de l'habitat le plus misérable, généralement situé au rez-de-chaussée ou en dessous et sous les combles¹⁴.

Dix ans plus tard, le cadre avait changé : les modalités de recueil des données ainsi que leur traitement avaient évolué, étant prises en charge par les municipalités, jusqu'à la création de l'Institut central de statistique (ISTAT) en 1926. La question du logement avait pris de l'ampleur dans le débat politique et culturel. Ainsi, les principaux chefs-lieux de province comptaient-ils désormais des offices de logement social, tandis que les conditions de construction, sanitaires et démographiques des villes étaient scrutées de façon scientifique et faisaient l'objet d'enquêtes sociales. En 1915, le Service de la statistique de la municipalité de Rome publia les données recueillies lors du recensement général de la population réalisé les 10 et 11 juin 1911, dont une partie n'avait pas été exploitée ou était restée inédite. À cette occasion fut conduite une analyse plus approfondie des données sur l'état des logements¹⁵. Contrairement aux statistiques précédentes, le traitement de ces données permit d'introduire une nomenclature prenant en compte les conditions de vie des habitants plutôt que les seules informations immobilières. Celle-ci s'appuyait sur la distinction entre les logements normaux et ceux dits « anormaux ». Les

12. En Italie, plus encore que les baraques, c'était l'image du taudis [*tugurio*] qui s'opposait à celle de la maison saine et propre, en tous cas jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle, voir la contribution de Francesco Bartolini à paraître dans *Memoria e ricerca*, « Classificare l'abitare informale. Censimenti e inchieste in Italia (1861-1963) ».

13. L'exemple le plus notable est le roman *Il ventre di Napoli* de Matilde Serao ; *Milano sconosciuta* de Paolo Valera et *Firenze sotterranea* de Giulio Piccini (Jarro) appartiennent à ce même courant (P. VALERA, 1879 ; M. SERAO, 1884 ; G. PICCINI, 1884).

14. MINISTERO DELL'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, 1904, p. XXXI.

15. COMUNE DI ROMA – SERVIZIO DI STATISTICA, 1915, p. 3. Les instructions ministérielles avaient notamment ordonné « d'attribuer un numéro également pour les cabanes en bois ou en paille qui servent d'habitation à une famille même en hiver », ASC, Actes du conseil municipal de Rome (désormais CC), 1911, procès-verbal 3 février 1911, 506^e proposition, p. 430.

sous-sols, rez-de-chaussée, combles et échoppes, même s'ils étaient utilisés comme habitation et donc compris dans le décompte des logements occupés, disponibles et commercialisables, n'en subissaient pas moins un déclassement du moment qu'ils étaient observés sous l'angle de la qualité de l'habitat, et donc des normes d'hygiène prévues par le règlement sanitaire perfectionné au cours des dix années précédentes¹⁶.

En outre, l'estimation tenait compte de toutes les formes d'habitations : en plus des logements normaux et anormaux figuraient aussi les logements considérés comme « absolument provisoires » catégorisés comme « absolument anormaux » (*anormalissimi*) : il s'agissait de baraques, de cabanes et d'étables¹⁷. La publication de 1915 fut donc le premier document officiel à admettre implicitement l'existence des bidonvilles et à témoigner de l'intérêt croissant des techniciens, des hygiénistes et de l'administration publique en général pour cette anomalie dans les conditions sociales du logement. Le phénomène avait d'ailleurs atteint des dimensions considérables. Sur 84 849 logements recensés, 72 959 étaient classés parmi les logements « normaux », 8 975 parmi ceux « anormaux » et 2 915 parmi ceux « absolument anormaux », ces derniers représentant presque 3,5 % du parc de logements. En commentaire à ces résultats, une note attire l'attention :

« Il convient toutefois de rappeler que tout ce qui concerne les baraques n'est valable qu'à la date du recensement. Par la suite, la construction des logements sociaux par la municipalité a provoqué la démolition de presque toutes les baraques¹⁸ ».

Ainsi, la première publication officielle de données sur les baraques en proclamait aussi la disparition. C'était une façon pour les pouvoirs publics d'exprimer leur conviction que ce phénomène, remontant au lendemain de la crise du secteur du bâtiment qui avait commencé vingt ans plus tôt, était de nature essentiellement temporaire. En réalité, avant même que l'on ne catégorise les baraques comme fondamentalement inadéquates à l'habitat, la municipalité radicale présidée par Ernesto Nathan les avait jugées malsaines et dangereuses pour l'état sanitaire de la ville, et en avait déjà prévu l'éradiation. La solution consista en un programme municipal de petites maisons provisoires, qui n'étaient autres que des constructions d'apparence similaire à celle des baraques, à tel point qu'en 1919, leur démolition progressive fut programmée – subordonnée à la construction de logements sociaux et formalisée par un accord entre l'ICP et la municipalité¹⁹.

16. En particulier, la notion d'habitabilité des bâtiments avait été introduite par le Code de l'hygiène et de la santé publique de 1888, repris par le Règlement municipal de l'hygiène de 1898. À partir de 1905, l'octroi du permis d'habitabilité incombait à l'agent chargé de la santé, sous réserve de la vérification des conditions de salubrité du logement.

17. COMUNE DI ROMA – SERVIZIO DI STATISTICA, 1915, p. 38 et p. 51.

18. *Ibid.*, p. 54.

19. Archivio Agenzia territoriale per l'edilizia residenziale, procès-verbaux du CdA, volume 8, séance du 10 octobre 1919, cité dans L. VILLANI, 2012, p. 45.

Loin de n'avoir qu'un objectif informatif, le recensement de 1911 trouva une application immédiate dans les premières opérations d'éradication de baraques réalisées dans la ville. Après les cas de choléra survenus dans diverses baraques l'été précédent, la mise à disposition de petites maisons communales avait déjà été décidée par le conseil en janvier 1911²⁰. Le 31 juillet le maire rendit public par affiche qu'à partir du 31 août la démolition des baraques prendrait effet d'office, et que leurs habitants seraient prioritaires pour l'attribution des petites maisons²¹. Le bureau chargé de l'hygiène – dont le responsable, le socialiste Tullio Rossi-Doria, avait été en 1908 à l'origine du programme des petites maisons initialement conçu pour lutter contre la surpopulation constatée dans les logements des classes populaires²² – ne commença à émettre des ordonnances d'expulsion contre les habitants des baraques qu'après le recensement des 10 et 11 juin 1911²³. Ce n'est sans doute pas un hasard si après le recensement général de la population de 1921, aucun programme de construction destiné au relogement n'ayant été mis à l'ordre du jour, aucune étude spécifique sur les baraques ne fut publiée ni même entreprise, malgré la multiplication de ces dernières.

2. Compter, archiver, rapatrier : les objectifs de l'irrépressible activité de recensement de la période fasciste

L'attitude du fascisme à l'égard des baraques, certes marquée par des lignes de continuité avec la phase précédente, montre toutefois une nette évolution. D'une part, le fascisme réoriente les principes d'assainissement véhiculés par la tradition hygiéniste vers des fins esthétiques, morales et de nettoyage social. D'autre part, il radicalise les modes d'intervention publique, exacerbant leur caractère sélectif et leur effet en termes de ségrégation socio-spatiale. La ferme intention de Mussolini de mettre fin au « scandale des habitants des baraques²⁴ » impliquait une surveillance constante. Bien qu'il en

20. ASC, CC, procès-verbal 20 janvier 1911, 466^e proposition, p. 2202 ; voir « Il Comune demolirà le baracche e farà costruire casette economiche popolari », *Il messaggero*, 3 août 1911.

21. « Le casette popolari », *Il popolo romano*, 2 août 1911. Voir L. Toschi, 1997.

22. T. ROSSI-DORIA, 1908, p. 479.

23. Dans un rapport du bureau de l'hygiène, écrit à la main et sans date, mais probablement de 1912, on lit : « En ce qui concerne le contrôle de l'hygiène et la construction des petites maisons populaires, une très vaste enquête a été menée sur les baraques provisoires devenues très nombreuses (plus de 1 600) dans l'[mot illisible] de la ville et dans des endroits cachés de banlieue, avec le risque sérieux de créer des foyers de contagion surtout du fait de l'absence d'évacuation des eaux usées, celles-ci ont fini par polluer le sol environnant. Beaucoup de ces baraques ont déjà été démolies et les autres ont reçu un ordre de démolition, elles vont progressivement disparaître », ASC, Ripartizione VIII Igiene e sanità (1871-1940), carteggio, serie I, b. 26, f. 1.

24. L'expression (« *scandalo dei baraccati* ») est de Mussolini, mentionnée dans une lettre à Boncompagni du 25 novembre 1928, ASC, Ufficio assistenza sociale (désormais UAS),

eût une gestion que l'on peut qualifier de frénétique, celle-ci ne parvint pas à enrayer le phénomène. Par ailleurs, cette activité prit un caractère de plus en plus répressif, puisqu'elle s'était donnée pour objectif d'« assainir » la ville non seulement de ses constructions inesthétiques et antihygiéniques, mais aussi d'une partie de ses habitants. Même si derrière l'unique recensement spécifique de baraques effectué jusqu'alors, on peut voir le même besoin de cartographier et de mesurer le phénomène en vue de son éradication, seul le régime fasciste utilise des moyens policiers pour en venir à bout. Ceux-ci sont mis en œuvre dans la deuxième moitié de l'année 1927.

Au début du régime fasciste, pourtant, le commissaire extraordinaire administrant la ville de Rome de 1922 à 1925, Filippo Cremonesi, avait tenté de donner une orientation différente et, à certains égards, novatrice à la politique de construction et du logement, comme en témoigne l'examen des deux recensements ordonnés en 1924. Le premier, qui visait à illustrer le problème du logement « dans sa véritable ampleur » à l'intention du chef du gouvernement et de ses ministres, consacrait une partie entière aux « logements irréguliers [*abusivi*] », c'est-à-dire sans permis de construire. L'administration englobait le problème des baraques dans celui, plus vaste, de la construction illégale. La lutte contre les baraques, officiellement menée pour des raisons d'hygiène et de *decorum*, était désormais incluse dans une démarche consistant à s'opposer à la construction sans permis, considérée comme préjudiciable à la politique d'aménagement rationnel des quartiers périphériques²⁵. Le recensement fut réalisé par le bureau technique de la division V « Travaux publics » (l'un des départements composant la structure administrative), qui enquêta sur 12 230 habitants répartis dans 2 428 habitats illégaux et provisoires, eux-mêmes classés en fonction des matériaux utilisés (1 671 en maçonnerie, 570 en bois, 187 de type mixte) et de leur localisation dans les différents quartiers de la ville. Sur la base des données recueillies, fut calculé le peuplement moyen de ces trois types d'habitation²⁶.

Le recensement suivant, commandé au même bureau et confié à l'Institut d'habitat social, fut conduit dans le cadre d'un programme de construction de maisons à bas prix destinées au relogement des habitants des baraques²⁷.

carteggio con titolario (désormais c.t.), classe 7, b.92, f.21.

25. Voir le texte de la notification émise par Cremonesi le 22 août 1924, par laquelle on rappelait l'interdiction de construire sans permis, ASC, Ripartizione V, Ispettorato edilizio, 1924/29218/1924.

26. « Il problema delle abitazioni a Roma », rapport du mois de février 1924, rédigé par le bureau technique municipal et envoyé par Cremonesi au chef du gouvernement, aux ministres des Finances et des LL.PP., Archivio centrale dello Stato (désormais ACS), Presidenza consiglio dei Ministri (désormais PCM), 1924, f.3.24.55.

27. ASC, Délibérations gouvernementales, n° 647 du 21 avril 1925 et n° 845 du 4 février 1928. Jusqu'en 1927, 920 maisons ont été construites pour les habitants des baraques, réparties en cinq groupes de maisons, quatre d'entre eux sont toujours debout et toujours habités : piazza Sapeto à Garbatella, via Monte Velino à Monte Sacro, via della Farnesina à Ponte Milvio, via

Il servit principalement à déterminer dans quel ordre démolir les baraques, la priorité dépendant principalement de leur localisation – avec une attention particulière aux endroits les plus visibles ou les plus dangereux – et de leur concentration. 2 836 baraques habitées par 17 483 personnes furent ainsi examinées et soumises à des enquêtes ultérieures par l'Institut d'habitat social, pour vérifier la véracité des besoins relevés et sélectionner les cas qui méritaient le plus l'aide publique²⁸.

Dans la première moitié des années 1920, la question des baraques a ainsi inspiré la réalisation d'un programme politique spécifique de logement. Elle s'est, en outre, inscrite dans un projet plus organique, visant essentiellement à lutter contre la construction sans permis et à donner à l'autorité municipale la maîtrise totale des processus de croissance urbaine. Cremonesi, pressentant l'importance d'un thème qui n'allait trouver durablement sa place dans l'agenda politique de la ville qu'à partir des années 1960, proposa également au gouvernement l'approbation d'un décret-loi qui interdirait le lotissement sans permis de terrains agricoles à des fins spéculatives, mais il se heurta à la résistance et au refus des ministères interpellés²⁹.

La démission de Cremonesi, le lancement de la politique anti-urbanisation et celui de la propagande pour le retour à la terre, affichés par le régime fasciste à partir de la deuxième moitié de l'année 1927³⁰, changèrent la donne. Ainsi le programme de construction pour le relogement des habitants des baraques fut-il interrompu, sans pour autant que soit abandonné le projet de démolir ces dernières.

Mussolini commença alors à s'intéresser personnellement à la question : il aspirait à des projets d'éradication totale, ce qui donna lieu à des déclarations éloquentes. L'attitude envers les habitants des baraques devint alors plus rigide et les objectifs des recensements changèrent. Celui de 1927, en effet, fut effectué dans le but de sélectionner les habitants des baraques qui

Adalberto à Sant'Ippolito ; sur le premier, voir Nello Ciampi, « Le nuove case per i baraccati », *Capitolium*, 1926, n° 12, p. 761-765.

28. *Località dove sorgono le baracche con l'indicazione del numero delle baracche stesse e degli abitanti*, ASC, UAS, c.t., classe 7, b.91, f. 1. Sur les objectifs du recensement, voir les notes du secrétaire général de la division V du 14 octobre et 19 novembre 1924, ASC, UAS, c.t., classe 7, b.91, f. 1.

29. ACS, PCM, 1927, f. 3.19.872.

30. Le thème de la lutte contre l'urbanisme a officiellement fait son entrée dans la propagande fasciste avec le discours de l'Ascension prononcé par Mussolini à la Chambre des députés le 26 mai 1927. À cette occasion, le chef du gouvernement affirma que le destin des nations était lié à leur puissance démographique ; en plus d'encourager les naissances par des mesures appropriées, il était nécessaire de neutraliser toute tendance opposée afin d'empêcher que l'urbanisme industriel, c'est-à-dire la force d'attraction exercée par les villes et le dépeuplement des campagnes qui en résultait, conduise à la « stérilité des populations ». En découlait une orientation politique visant à limiter les migrations vers les villes et à retenir la population dans les zones rurales. Sur ce thème, voir A. TREVES, 1976 ; C. IPSEN, 1997 ; S. GALLO, 2012.

pourraient être éloignés de Rome parce que non-résidents et « indésirables ». Pour l'occasion, le gouverneur s'adressa directement à la préfecture de Police qui prit en charge la coordination des opérations de recensement³¹. Ce n'est pas un hasard si, en plus de la localisation des baraques, de leur nombre (4 800) et de celui des individus (19 170), le tableau récapitulatif répertoriait les habitants des baraques selon leur province d'origine : il s'agissait de les expulser vers le lieu dont ils étaient originaires. Toutefois, l'idée selon laquelle ils venaient en majorité de l'extérieur s'en trouva du même coup mise à mal : le groupe le plus important – plus du tiers – était constitué de natifs de Rome, suivi de celui des personnes originaires du reste du Latium, puis des autres régions centrales, et des Pouilles³².

Malgré tout, à partir de ce moment-là, le rapatriement des migrants chômeurs fut présenté comme l'un des principaux instruments de la croisade anti-baraques et, par conséquent, comme l'un des objectifs majeurs de ces recensements. Le 22 novembre 1928, Mussolini suggérait dans *Il popolo d'Italia* l'application de règles plus sévères contre l'urbanisation :

« empêcher l'immigration dans les villes ; les déplacer sans pitié. Plus on construit de maisons dans les villes, plus les gens arrivent en ville ; plus les gens arrivent en ville – même en passant par l'enfer préliminaire des baraques – et plus on a besoin de logements [...] le mot d'ordre est le suivant : favoriser l'exode urbain par tous les moyens et si nécessaire par des moyens coercitifs [...] s'opposer par tous les moyens aux vagues d'émigration dans les villes³³. »

Deux jours plus tard, le 25 novembre, Mussolini en personne ordonnait au gouverneur Francesco Boncompagni Ludovisi de réaliser un « recensement extrêmement précis » des habitants des baraques afin de pouvoir les regrouper en trois catégories : ceux qui étaient rapatriables, ceux qui pouvaient être rura-lisés et ceux à qui l'on pouvait attribuer des logements « solides mais nus³⁴ ».

Un mois plus tard, la première loi anti-urbanisation fut promulguée : les préfets pouvaient émettre des ordonnances obligatoires « afin de limiter l'augmentation excessive de la population résidant dans les villes³⁵ ». Le recensement des baraques fut mené en janvier 1929, par le Bureau de protection sociale (*Ufficio di assistenza sociale*, UAS), structuré en 1928 comme département autonome du gouvernorat de Rome, en charge des politiques

31. Note du secrétaire général Delli Santi au délégué pour la protection sociale Depretis, 2 septembre 1927, ASC, UAS, c.t., classe 7, b.90, f. 1.

32. Les Romains, 6 694 sur 19 170 personnes, représentaient 34 % des habitants des baraques, plus d'un tiers. Ces données ont été calculées sur la base du tableau ayant pour titre « Riassunto baraccati dell'Urbe divisi per provincia di provenienza », ASC, UAS, c.t., classe 7, b.90, f. 1.

33. Benito Mussolini, « Cifre e deduzioni. Sfoldare le città », *Il popolo d'Italia*, 22 novembre 1928.

34. Lettre de Mussolini à Boncompagni, 25 novembre 1928, ASC, UAS, c.t., classe 7, b.92, f.21.

35. Loi du 24 décembre 1928, n° 2961.

de protection sociale, de lutte antituberculeuse et « d'expulsion et de logement ». Il perfectionna ses modalités pratiques pour mieux répondre aux demandes de Mussolini. Pour appréhender les mouvements de la population des baraques, des formulaires préenregistrés à leur nom furent distribués aux familles déjà recensées en 1927. Tous les formulaires furent transmis au service d'état civil pour déterminer lesquels de ces ménages étaient inscrits dans le registre de population. Des recherches furent conduites pour identifier le nouveau domicile des familles recensées en 1927 et introuvables en 1929. Les opérations furent conduites en accord avec la préfecture de Police : les fonctionnaires étaient assistés de huit policiers. Une telle mesure devait permettre des contrôles simultanés dans plusieurs endroits à la fois, car il avait été constaté que certains habitants, pour tenter de fuir les contrôles qui les mettaient dans « un état notable d'oppression », cherchaient hospitalité dans des foyers déjà recensés³⁶.

Le recensement de 1929 a en fait été organisé comme une enquête policière et perçu comme tel par les habitants des baraques. Toute réflexion sur la définition juridique ou normative des constructions visées en était absente. De plus, le discours justifiant les démolitions se fondait surtout sur des considérations esthétiques et morales qui, en tant que telles, ne pouvaient qu'être arbitraires³⁷. Le directeur du service de protection sociale, Raffaele Ricci, décrivait ce nouveau système dans *Capitolium*, la revue officielle du gouvernorat : pour éviter la reproduction continuelle de « villages abyssins », l'ordonnance préfectorale du 20 février 1929, qui interdisait l'immigration à toute personne ne possédant pas le certificat d'autorisation délivré par la municipalité d'origine, serait appliquée de manière inflexible ; avec les rapatriements, la démolition des baraques allait pouvoir se poursuivre sans impliquer l'attribution de logements³⁸. Pour les non-rapatriables, en revanche, le déménagement était envisagé, soit vers des habitations collectives créées entre-temps par le gouvernorat, soit vers les cités de transit de la Garbatella, nouvel ensemble de logements géré avec rigueur et discipline par l'Institut d'habitat social.

Cependant Ricci prit soin de ne pas divulguer dans le détail les résultats du recensement, notamment parce qu'on avait enregistré une nette augmentation du nombre des baraques au-delà de 3 km de la muraille aurélienne. Celle-ci résultait en partie de l'élargissement de la zone recensée. Le nombre de baraques était ainsi passé à 6 506, celui des familles à 7 716 et celui des personnes à 31 937³⁹. Cela faisait trop, même pour l'optimisme volontariste

36. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 90, f. 3, « Baraccamenti e alloggi », rapport probablement rédigé par Raffaello Ricci, janvier 1929.

37. Quelque temps plus tard, cela fut révélé aussi par le Bureau légal, qui proposa une procédure prévoyant toujours l'implication de la préfecture, ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 107, f. 3.

38. Raffaello Ricci, « Baracche e sbaraccamenti », *Capitolium*, 1930, n° 3, p. 142-149.

39. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 90, f. 3.

habituellement manifesté par le fascisme. Le gouverneur Boncompagni dut convaincre Mussolini de l'opportunité de limiter les expulsions aux zones situées « à proximité immédiate de la ville et à celles les plus visibles des voies de chemins de fer ou des grandes artères », soit environ 1 300 baraques, un cinquième des recensées⁴⁰.

Le recensement de 1929 devait répondre à deux objectifs fondamentaux : d'une part intensifier les rapatriements qui, cette année-là, n'avaient concerné que 300 familles⁴¹ ; de l'autre, évaluer précisément l'ampleur du phénomène de manière à concevoir les moyens les plus adaptés pour l'éradiquer une fois pour toutes. Outre les refuges, la solution trouvée consista dans la politique des *borgate*, ensembles de petites maisons provisoires bâties et gérées en administration directe, qui devaient venir à bout des baraques⁴². Grâce à ces *borgate* livrées dans les années 1930-1931, les démolitions, ralenties au cours de l'année 1930, reprirent avec une vigueur accrue. Toutefois le recensement de 1931, lui aussi confié à l'UAS, ne donna pas les résultats escomptés : bien que leur nombre soit tombé à 4 742, près de 2 000 baraques persistaient encore dans la zone plus intérieure⁴³.

Capitolium s'est brièvement intéressé à la construction des premières *borgate* dans un article qui abordait également le thème connexe des baraques. Sur un ton triomphaliste, le fascisme était présenté comme l'auteur d'un véritable « miracle », celui d'avoir réussi, avec le zèle proverbial qui le caractérisait, à ce que même la lutte contre les « immondes baraques⁴⁴ » soit couronnée de succès. Implicitement, le statisticien et criminologue Alfredo Niceforo faisait de même, en minimisant les données sur les baraques tirées de l'enquête sur les logements (*Indagine sulle abitazioni al 31 aprile 1931*) réalisée lors du recensement général de la population de 1931⁴⁵.

40. Voir la lettre de Boncompagni à Mussolini du 27 mars 1929, ASC, UAS, c.t., classe 7, b.90, f.3. S'y trouvent les chiffres relatifs à une vérification ultérieure entreprise par le gouvernorat, selon laquelle le nombre des habitants des baraques s'élevait à 32 683 unités.

41. L'article de Ricci nous l'apprend ; un document à usage interne indique le chiffre de plus d'un millier d'habitants des baraques rapatriés entre 1929 et 1930. Parmi les familles habitant les 1 080 baraques démolies en 1933, 480 furent signalées à la préfecture pour le rapatriement, mais seules 170 d'entre elles furent effectivement rapatriées, comptant environ 600 personnes, liste du 14 février 1934, pour les deux documents, voir in ASC, UAS, c.t., classe 7, b.107, f.3.

42. À propos de l'histoire des *borgate*, je renvoie à L. VILLANI, 2012 ; M. FARINA & L. VILLANI, 2017.

43. ASC, UAS, c.t., classe 7, b.96, f.1, note de Ricci à Boncompagni, 28 novembre 1931.

44. G. Z., « Delenda baracca », *Capitolium*, 1931, n° 1, p. 45. Voir aussi « La fine delle baracche », *Il popolo di Roma*, 27 septembre 1930.

45. Publiée en 1934, la partie de l'enquête comprenant les tableaux relevait 3 414 baraques sur le territoire de la capitale (ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA DEL REGNO D'ITALIA, 1934, p. 35). Dans ses commentaires publiés deux ans plus tard, Niceforo ne cite même pas cette donnée sur les baraques de Rome (*id.*, 1936, p. 41-42).

Le fossé entre les discours publics et les propos échangés dans la correspondance privée des plus hautes instances politiques est manifeste. Les résultats du recensement réalisé par la préfecture en mars 1933, tenus dans le plus grand secret, démentaient catégoriquement la propagande présentant Rome comme libérée des baraques : il en restait encore 4 582 (dont 566 destinées à un usage autre que le logement), habitées par 4 416 familles et 18 787 personnes. Devant ces chiffres, Boncompagni ne s'embarrassa pas de demi-mesures et écrivit à Mussolini :

« [Depuis 1926] plus de 2 000 baraques ont été démolies. Mais au bout de quelques années, force est de constater que le but recherché n'a pas été atteint [...] Les enquêtes effectuées ont également montré que le nombre d'habitants moyen par baraque augmente au lieu de diminuer. Cela prouve que les actions menées jusqu'à présent, malgré des efforts et des sacrifices financiers considérables, ont été totalement inadéquates. [...] Il semble qu'il faille en conclure que cette action a non seulement échoué, mais qu'elle est également vaine⁴⁶. »

Boncompagni avança alors l'idée, pas spécialement originale⁴⁷, de tolérer les baraques dans des zones « isolées et soustraites autant que possible au regard du public » et de les faire bénéficier des services minimaux, qui seraient mis en place par le gouvernorat lui-même. Mussolini n'était pas de cet avis et répondit : « Pour expulser des baraques, il faut en construire⁴⁸ ». Il proposa ainsi la création de nouvelles *borgate* officielles, constituées cette fois d'habitations d'une seule pièce, dépourvues de cuisine et de toilettes, ces dernières étant communes et placées hors des habitations. Les indications étaient claires : « Après avoir examiné les situations de tous les habitants des baraques afin de renvoyer autant de familles que possible vers leur lieu d'origine, ratissez la zone et conduisez-les là⁴⁹ ». Fidèle exécutant des desseins du Duce, Boncompagni obéit sans tarder : Gordiani, Tor Marancia et Pietralata, les *borgate* les plus sordides jamais conçues à l'époque fasciste étaient nées⁵⁰. En même temps, chiffres en main, Boncompagni fut contraint d'avouer pour la première fois qu'il ne fallait pas se faire d'illusion à propos des rapatriements « car la préfecture de Police estime, sur la base des éléments du dernier recensement, que seules 36 familles, soit au total 140 personnes, doivent être rapatriées⁵¹ ». Invoqué pendant des années comme la panacée contre le phénomène des baraques, le dispositif du rapatriement de masse perdait ainsi toute efficacité pratique.

46. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 102, f. 1, Appunto per S. E. il capo del Governo, 9 mars 1933.

47. Une orientation prônée surtout par Innocenzo Costantini et Alberto Calza Bini, respectivement directeur général et président de l'ICP.

48. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 102, f. 1, note de Mussolini à Boncompagni du 13 mars 1933.

49. *Ibid.* Sur la taille des petites maisons, voir ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 107, f. 3, note de Mussolini à Boncompagni du 5 avril 1933.

50. Voir L. VILLANI, 2012.

51. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 102, f. 1, note de Boncompagni pour S. E. le chef du Gouvernement, mars 1933.

Le dossier qui contient les schémas récapitulatifs du recensement de 1933 inclut également un plan de Rome de l'Institut géographique militaire (Figure 1) où a été indiquée la localisation des baraques recensées, distinguées selon le type de construction : 962 baraques en bois et 3 054 en maçonnerie. Parmi ces dernières, 972 se trouvaient sur des terres appartenant aux habitants, ce qui rendait plus difficile leur démolition⁵². Les activités de contrôle et de localisation des constructions à démolir se trouvaient donc dotées de nouveaux instruments de représentation, plus adéquats.

Le « recensement des baraques » de 1938, effectué à l'occasion de la visite d'Hitler à Rome, s'accompagna d'une vaste campagne photographique⁵³ : ces clichés sont conservés à l'Archivio storico capitolino, où ils ont été numérisés et mis en ligne (Figure 2). L'examen de la documentation concernant les opérations d'évacuation, établie par la division II « Biens patrimoniaux », montre que les opérations de démolition de baraques laissaient désormais une large part au pouvoir discrétionnaire de l'administration, donnant ainsi l'impression d'une indétermination déconcertante. Pour résumer, les baraques touchées par les contrôles étaient réparties selon le matériau de construction (maçonnerie ou bois) et leur fonction (habitation ou autre). Alors que certaines baraques étaient démolies (420), d'autres étaient épargnées, seulement « nettoyées » (131), sans qu'on sache pour quelle raison. Il n'existait manifestement aucun critère objectivable ; la démolition était finalement exécutée sans que l'ordre soit fondé⁵⁴.

Le dernier recensement des baraques connu fut conduit en 1939, probablement réalisé par le service « Expulsions et logements » (passé sous la responsabilité de la division V « Travaux publics » depuis 1935). Il relevait alors l'existence de 5 163 baraques, habitées par 22 592 personnes, soit plus qu'au milieu des années 1920⁵⁵. Le fascisme avait perdu cette bataille, menée avec vigueur pendant presque quinze ans, comme tant d'autres.

52. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 102, f. 1, note de Boncompagni pour S. E. le chef du Gouvernement, mars 1933.

53. Le nom « recensement des baraques » est celui du service photographique (« Censimento fotografico delle baracche »), comme on peut le voir sur le site de l'ASC. URL : <http://www.archiviocapitolinorisorsedigitali.it/index.php/esplora/albero/servizi-pubblici-infrastrutture-viabilita/12771/12771>, consulté le 16 juillet 2018.

54. ASC, Gabinetto del sindaco, 1938, b. 1621, f. 1, titolo 1, classe 9-1, *Specchio statistico delle famiglie sbaraccate e degli sbaraccamenti eseguiti nella zona urbana, nel suburbio e in territorio dell'agro romano*.

55. ASC, Ripartizione VIII (1871-1940), carteggio, serie II, b. 186, f. 2.

Figure 1. *Emplacement des baraques recensées à Rome en 1933 et des borgate du gouvernement*

Source. ASC, UAS, c.t., classe 7, b. 102, f. 1.
Plan de Rome de l'Institut géographique militaire de 1930.

Figure 2. *Recensement photographique des baraques, 1938, via Fanfulla da Lodi*

Source. ASC, Serie 2, 0858.

3. Entre estimations contestées et définition d'un nouveau cadre méthodologique dans l'après-guerre

La guerre et l'après-guerre ont considérablement aggravé la crise du logement. Les nombreux baraquements mis en place pendant les hostilités militaires, encore présents dans les années 1950, donnaient une image de son ampleur : ils débordaient de personnes déplacées, de réfugiés, et de personnes sinistrées en attente d'une alternative meilleure⁵⁶. Si les décombres causés par le conflit continuaient à entraver le retour à la normalité, l'empreinte laissée sur la politique et les représentations par vingt ans de fascisme étaient encore plus difficiles à effacer : on pouvait en distinguer l'écho dans les propositions avancées par la classe dirigeante et par des personnalités influentes de la vie publique. Le président de la société caritative Saint-Vincent-de-Paul, par exemple, dans une lettre adressée au maire et au président du conseil De Gasperi, avait suggéré sans aucune gêne la tenue d'« un recensement précis, rapide et prudent des troglodytes », c'est-à-dire des habitants des baraques, à mener toutefois « dans la plus grande discrétion et sans en préciser le but », afin d'éviter d'échauffer les esprits. En dernière analyse, le remède indiqué était toujours l'avis d'expulsion⁵⁷.

Dans les premières années de l'après-guerre, toutefois, en raison de l'urgence provoquée par les dommages de guerre, le problème des baraques était paradoxalement passé au second plan. Il fallut un événement tragique pour attirer de nouveau l'attention des autorités locales. Le 28 juin 1953, un incendie détruisit quelques baraques de la rue Teodorico, à Campo Artiglio, provoquant la mort d'un homme. La catastrophe obligea le maire Rebecchini à organiser un débat en séance extraordinaire du conseil, le 28 juillet, au terme duquel le Bureau *ecografico*⁵⁸ de la ville fut chargé d'établir des données sur les baraques. L'enquête révéla l'existence de 8 833 abris de fortune (944 grottes, 7 863 baraques, 26 baraquements) abritant 45 431 personnes⁵⁹. Les contestations soulevées par la gauche portaient sur ces données, fournies par le Bureau *ecografico*, qu'elle accusait d'avoir sous-estimé la gravité

56. Sur l'état d'urgence permanent du logement, voir le rapport de la préfecture « Sfratti nel Comune di Roma », 10 avril 1953, ACS, Ministero dell'Interno (désormais Mi), Gabinetto (désormais Gab), 1953-1956, b. 223.

57. ACS, Mi, Gab, 1950-1952, b. 88, Lettre de Luigi Macchi di Cellere à diverses autorités politiques, « Trogloditi, abitanti dei tuguri e delle baracche », 2 mai 1951.

58. Le Bureau *ecografico* est un service de la municipalité chargé d'étudier la répartition et l'organisation de la population sur le territoire. Il fut institué par le gouvernorat en 1939 dans le but de mettre constamment à jour les données sur le logement et la composition des familles, la situation sanitaire des appartements, la mortalité infantile, les inscriptions sur la liste des bénéficiaires de la protection sociale. En 1957, il subit un réaménagement et une grande partie de son personnel fut transférée au Bureau de la statistique.

59. Voir « Circa 50 mila persone abitano ancora in grotte, tuguri, capanne e campi di raccolta », *Il messaggero*, 28 juillet 1953.

de la situation⁶⁰. On les compara immédiatement avec les chiffres issus du recensement général de la population du 4 novembre 1951 qui, à cette date, relevait l'existence de 27 961 « autres logements » sur le territoire municipal. Cette catégorie comprenait « les grottes, baraques, caves, entrepôts, magasins, bureaux, établissements scolaires et casernes, les arches de murs et de ponts, les roulottes, etc.⁶¹ » Le maire justifia l'écart entre les chiffres par les catégories respectivement retenues par des deux enquêtes : alors que le recensement avait envisagé la vaste catégorie des « logements impropres », celle de l'*ecografico* se centrait exclusivement sur les grottes et les baraques⁶².

Ce débat sur les chiffres du Bureau *ecografico* mit en évidence la principale limite de ces enquêtes, à savoir l'absence de critères de définition des habitations à considérer. En conséquence, en juillet 1957, lorsque la Commission du conseil spécial responsable de l'étude du logement chargea le bureau de la statistique et du recensement de mener une enquête générale sur la population vivant à Rome dans des grottes, des ruines et des baraques, on accorda une importance toute nouvelle aux phases préparatoires de la recherche, en particulier à la méthodologie et à la définition de l'objet d'étude. Le travail fourni par le Bureau dirigé par Mario Figà Talamanca⁶³, statisticien et économiste très attentif à la composante spatiale des dynamiques sociodémographiques, est vraiment remarquable. À n'en pas douter, *Alloggi precari a Roma* est l'enquête la plus sérieuse menée sur les baraques dans la capitale. La Commission du conseil spécial demanda que le phénomène soit restitué de trois points de vue : dans ses dimensions quantitative et spatiale, dans sa dimension historique et du point de vue des relations urbaines. Plus important encore, l'enquête tenta de donner une définition précise de l'unité élémentaire objet de l'enquête. Le logement précaire, clairement distingué

60. Voir l'article « Tuguri », *L'unità*, 28 juillet 1953.

61. UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, 1960, p. 211.

62. Les récits du débat publiés dans la presse partisane de la Democrazia cristiana (DC) et du Parti communiste italien (PCI) sont très différents : « Entro tre mesi proposte concrete per risolvere il problema della casa », *Il popolo*, 31 juillet 1953 ; « Intervento dello Stato e azione del Comune per sanare la grave crisi delle abitazioni », *L'unità*, 30 juillet 1953.

63. L'auteur de l'ouvrage *Alloggi precari a Roma* est sans aucun doute le directeur du Service de la statistique et du recensement de Rome de 1951 à 1976. Il a obtenu son habilitation à enseigner en économie politique en 1939, puis a enseigné après-guerre l'économie politique et les statistiques à la faculté d'économie et de commerce de Cagliari et à partir de 1960 l'économétrie à la faculté des sciences de la statistique et actuarielles de l'Université de Rome. Ses principes théoriques ont trouvé une application surtout dans l'étude de la ville de Rome et de son territoire. Alors qu'il dirigeait le Service de la statistique de Rome, il a publié une série d'interventions concernant le réseau routier municipal, la structure territoriale du commerce de détail, les problèmes d'aggrégation territoriale des villes satellites, « résultat d'enquêtes perspicaces soigneusement examinées à un niveau critique [...] ». En particulier, la dynamique démographique de la population de Rome dans le temps et dans l'espace a fait l'objet d'une discussion extraordinairement lucide et intéressante dans *Roma. Popolazione e territorio dal 1860 al 1960* publiée par le service municipal de la Statistique et du Recensement », cité dans M. PALLOTTINO, 1989, p. 117.

du logement considéré comme impropre, fut essentiellement défini par son caractère temporaire et surtout illégal :

« Le logement précaire ne peut pas toujours être considéré comme opposé à un “véritable logement”. En d’autres termes, il ne peut pas être défini comme une habitation “non véritable et appropriée” [*non vera e propria*] ou, selon une expression imprécise, comme un “logement impropre” [...] Pour déterminer si une habitation est un véritable logement, il suffit de vérifier si la construction est ou non adaptée pour y vivre ; il n’est pas intéressant de savoir si elle est temporaire ou non, encore moins de savoir si elle a été construite, installée ou modifiée illégalement ni si les droits des tiers et les lois et règlements en vigueur ont été respectés. En revanche la définition du logement précaire prend en compte ces dernières exigences et perçoit donc le logement d’un tout autre point de vue⁶⁴. »

Ainsi le critère légal est-il affirmé. Le périmètre des logements à inclure dans l’enquête était rigoureusement délimité :

« On entend par logement précaire tout abri utilisé par une ou plusieurs familles cohabitant à la place d’une habitation familiale et qui est en outre structurellement provisoire pour l’une des deux raisons suivantes :

- a) parce qu’il a été construit, installé, adapté ou organisé de telle sorte que la ou les familles qui y habitent ne peuvent pas jouir de la pleine et exclusive attribution et de l’indépendance d’usage qui sont normales dans les habitations familiales [...]
- b) ou parce qu’ils sont construits, installés ou adaptés illégalement, c’est-à-dire sans se conformer aux lois et règlements en vigueur⁶⁵. »

Ces caractéristiques s’appliquaient aux « logements précaires collectifs », c’est-à-dire aux baraquements mis en place par les autorités publiques pour fournir un abri d’urgence aux familles sinistrées, ainsi qu’aux logements privés « construits illégalement » (que ce soit au regard de l’occupation et de l’usage du terrain ou de l’obtention des autorisations prévues). Ces derniers étaient divisés en quatre types : grottes, ruines, baraques ou autres logements précaires. En d’autres termes, la définition du logement précaire ne tenait plus compte des normes d’habitabilité ou d’efficacité structurelle des bâtiments, mais de leur conformité aux exigences légales. Ainsi, les bâtiments présentant des caractéristiques de vétusté ou d’insalubrité, construits régulièrement, restaient-ils hors du périmètre de l’enquête. C’était le cas, par exemple, des petites maisons temporaires construites dans les *borgate* par le régime fasciste, effectivement identifiées et comptabilisées, mais incluses dans la liste des « noyaux à exclure » du comptage⁶⁶.

Ainsi, à la fin des années 1950, la ville perçue comme problématique coïncidait-elle essentiellement avec la ville illégale. C’est ainsi qu’était définie l’informalité qui allait caractériser la croissance à venir de Rome, dont le

64. COMUNE DI ROMA – UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, 1958, p. 17-18.

65. *Ibid.*, p. 15.

66. *Ibid.*, p. 22.

processus de métropolisation allait être marqué par la multiplication des constructions illégales⁶⁷.

Parmi les nombreux aspects remarquables de l'étude, il faut noter l'attention particulière portée à la description des transformations morphologiques provoquées par l'intensification du phénomène de l'auto-construction illégale. Ainsi étaient identifiées cinq unités territoriales complexes, correspondant aux divers modes d'établissement des populations vivant dans des logements précaires sur le territoire : baraquement, habitat dispersé, petit groupe de maisons, agglomération, *borghetto*. Les opérations de recensement s'appuyèrent sur une vaste campagne de relevés photographiques, bien représentés dans la publication de la synthèse des résultats. Les clichés qui y figurent, dotés de légendes éloquentes, illustrent efficacement les critères retenus, ainsi que les caractéristiques et les modalités de développement typiques de ces zones d'habitat. Une carte de la répartition spatiale de l'habitat précaire met en évidence le caractère urbain du phénomène, concentré surtout en quartiers. L'enquête, réalisée du 12 au 22 octobre 1957, portait sur 13 131 logements précaires, occupés par 13 703 familles pour un total de 54 576 habitants (Tableau 2). 73 % étaient inscrits à l'état civil, près de 20 % étaient nés à Rome, plus de la moitié des autres venaient d'Italie centrale. 14 % des baraques étaient dépourvues à la fois de cuisine, de latrines, d'eau potable et d'électricité.

L'enquête de 1957 permet même de broser un tableau sommaire de la situation antérieure. Les données relatives au chef de famille comportent en effet une dimension rétrospective et distinguent les cas de première occupation du logement de ceux qui ont succédé à d'autres⁶⁸. Bien que la grande majorité des chefs de famille se soient installés à Rome avant 1950, plus de 55 % d'entre eux affirment avoir occupé le logement recensé après 1950. Ces occupations plus récentes étaient considérées comme des mouvements à l'intérieur du champ de l'habitat précaire, c'est-à-dire des passages d'habitats précaires de mauvaise qualité à d'autres meilleurs. L'enquête rétrospective aboutit donc à deux conclusions importantes : d'une part, certaines familles avaient accompli le passage à un logement régulier, ce qui manifestait une amélioration des conditions générales d'habitation ; d'autre part, le nombre d'habitats précaires avait diminué. En effet, les départs n'étaient pas tous compensés par de nouvelles entrées. Les transferts à l'intérieur du parc informel, rendus possibles par l'existence d'un vaste éventail d'habitats précaires,

67. Concernant le phénomène de la construction irrégulière à Rome, voir A. CLEMENTI & F. PEREGO, 1983 ; P. PIAZZO, 1982 ; UNIONE BORGATE, 1986 ; M. BRAZZODURO, 1989 ; F. MARTINELLI, 1988. Pour les années plus récentes, au cours desquelles la catégorie de « ville informelle » a fait son chemin, voir les contributions de C. CELLAMARE, 2010 ; *id.*, 2016 ; *id.*, 2013 ; dans le même numéro de la revue *Urbanisticat*, A. COPPOLA, 2013, p. 35-41 ; enfin, A. LANZETTA, 2018.

68. Date d'immigration, date d'inscription au service d'état civil, date d'occupation du logement, situation de première occupation ou successive.

provoquaient toujours l'élimination d'une partie des pires habitations, au nombre de 2 000 au cours de la décennie précédant l'enquête.

Tableau 2. *Logements précaires : familles et habitants, suivant le mode d'implantation et la répartition territoriale*

Formes d'implantation	Subdivisions du territoire				Total
	quartiers centraux	quartiers extra-muros	zones suburbaines	zones rurales	
Baraquements					
logements	644	793	146	45	1 628
pièces d'habitation	799	1 313	211	142	2 465
familles	644	792	151	50	1 637
habitants	2 294	3 163	552	231	6 240
« Borghetti »					
logements		1 682	854	30	2 566
pièces d'habitation		3 472	1 733	56	5 261
familles		1 797	882	32	2 711
habitants		7 266	3 711	158	11 135
Agglomérations					
logements	17	5 487	1 212	663	7 379
pièces d'habitation	36	10 196	2 323	1 507	14 062
familles	17	5 775	1 252	680	7 724
habitants	67	22 495	5 008	2 932	30 502
Noyaux d'habitations					
logements	18	225	138	58	439
pièces d'habitation	35	439	253	126	853
familles	18	253	141	60	472
habitants	66	1 001	591	252	1 910
Habitat dispersé					
logements	14	922	114	69	1 119
pièces d'habitation	21	1 873	221	147	2 262
familles	14	957	117	71	1 159
habitants	64	3 871	520	334	4 789

Source. COMUNE DI ROMA – UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, *Alloggi precari a Roma, Supplemento al bollettino statistico*, 1958, p. 118.

Figure 3. Logements précaires le long du réseau routier urbain, quartier Tuscolano

Source. COMUNE DI ROMA – UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, *Alloggi precari a Roma, Supplemento al bollettino statistico*, 1958, p. 70.

La dernière partie de l'enquête, centrée sur l'analyse des formes d'implantation des baraques, montre combien le phénomène de l'habitat précaire, bien que constituant une « manifestation anormale », a laissé son empreinte sur la morphologie urbaine dans son ensemble. On constate une convergence entre l'habitat précaire et des dynamiques territoriales de ramification et d'extension des noyaux de population. De telles dynamiques, et plus généralement les choix de localisation, tenaient compte de conditions favorables à l'implantation, en particulier la présence de lignes de transports publics. Pour les trois constellations les plus importantes de constructions précaires, une illustration planimétrique était proposée⁶⁹. Certaines agglomérations de baraques – notamment les *borghetti* – avaient des configurations véritablement urbaines, avec des axes viaires, des chemins de circulation interne et des alignements sur des réseaux de voirie (Figure 3).

L'enquête de 1957, la première à aborder la question des baraques dans une perspective scientifique, renouvelle le regard sur la ville. En se concentrant sur l'étude des zones construites en marge des règles et auxquelles on a fini par reconnaître une pertinence urbanistique à part entière, elle offre en

69. Il s'agissait des constellations situées entre via Appia Nuova et via Tuscolana, entre via Appia Nuova et via Latina, entre via Prenestina et Stazione Prenestina.

effet de nouvelles clés de lecture. Parce qu'elle donne à voir la construction illégale comme un élément émergeant de l'informalité caractéristique de Rome, l'enquête permet de saisir la complexité d'un phénomène qui allait se développer à partir des années 1960, de manière de plus en plus structurée et consolidée. Celui-ci n'était plus alors réductible au seul habitat marginal, mais exprimait une demande sociale plurielle : pour satisfaire ses besoins en logement, on jugeait plus commode de s'orienter vers le marché informel plutôt que vers le marché régulier.

Cependant, les autorités politiques n'en prirent que peu conscience : la Commission du conseil spécial qui avait ordonné l'enquête entra dans une phase d'enlissement peu après la réalisation de celle-ci. Le travail effectué n'eut donc aucune conséquence politique. Massimo Pallottino, archéologue italien, auteur d'une nécrologie à l'occasion du décès de Mario Figà-Talamanca en décembre 1988, écrivait, en se référant aux « propositions et avertissements » qui accompagnaient souvent les « enquêtes perspicaces » menées par le directeur du Service de la statistique et du recensement, qu'elles « n'avaient pas toujours été écoutées par les hommes politiques qui, comme à leur habitude, décident en tenant très peu compte de l'avis des techniciens⁷⁰ ».

Conclusion

L'étude des recensements et des enquêtes sur les baraques s'avère féconde à plus d'un titre. Au cours de la période considérée, la notion d'habitat anormal ou hors-norme, dans un sens principalement institutionnel, a été progressivement associée à l'image de la baraque. Toutefois, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il était très peu question des baraques, mais bien plus des logements malsains privés d'air et de lumière et de la surpopulation des quartiers populaires. L'attention ne s'est portée sur celles-ci qu'au cours de la période suivante, dans le contexte du développement de l'hygiénisme. La baraque fut alors considérée comme une sorte d'anomalie, contrastant avec les exigences de la modernité et avec les règles hygiéniques et sanitaires, comme le vecteur d'éventuelles épidémies et de nuisances pour la cohabitation sociale. Les bureaux municipaux, par l'octroi de la licence d'habitabilité, soumièrent la conformité du logement aux principes de fonctionnalité hygiénique et de protection de la santé publique. La démolition en masse des baraques commença alors, et fut organisé le transfert de leurs habitants dans de petites maisons provisoires construites par la municipalité.

Avec le fascisme, la tentative de soumettre l'aménagement du territoire, et donc aussi l'auto-construction, à un contrôle plus rigoureux susceptible d'imposer la supériorité de l'intérêt général sur l'intérêt privé échoua. La lutte

70. M. PALLOTTINO, p. 117.

contre les baraques se durcit, menée par la police au nom d'une urgence esthétique et morale, justifiée par la nouvelle fonction de représentation dévolue à la capitale du fascisme, à l'aune de laquelle les baraques détonnaient grandement. Les recensements, liés à la nécessité d'évaluer en permanence l'avancement des programmes de démolition et du rapatriement des habitants, devinrent très fréquents et recueillirent des informations très détaillées, tout en ressemblant de plus en plus à des opérations de police, faisant suite à des injonctions souvent illégitimes. Leur mise en œuvre laissait une place importante au pouvoir discrétionnaire de l'administration. Les résultats des recensements, du reste, n'étaient pas divulgués, et constituaient un matériau à usage interne. Pour déloger les baraques, furent construits des refuges collectifs et les *borgate* du gouvernementat.

Enfin, dans les années 1950, alors que la question du logement faisait l'objet d'une vive confrontation politique, les modalités même de production des chiffres suscitérent un débat public. La contribution des techniciens à la conceptualisation de l'urbanisation informelle à Rome, identifiée essentiellement par un critère légal, est révélatrice de l'émergence d'une nouvelle prise de conscience de la réalité des constructions illégales, dont la gravité allait se manifester au cours des années suivantes. Toutefois, cela n'eut que peu d'influence sur les choix politiques, tant au niveau central que local. Au-delà des seules interventions réalisées en vue des Jeux olympiques de 1960, il faut attendre le milieu des années 1970, la victoire du PCI aux élections locales de 1976 et la succession de municipalités rouges au Capitole⁷¹, pour que soit élaboré un programme de logements publics répondant aux besoins des habitants des baraques. En ce qui concerne les constructions illégales, en revanche, un premier groupe de 44 *borgate* illégales avait été inclus dans le Plan régulateur général approuvé en 1962, qui identifiait une zone de réhabilitation urbaine appelée «F1». Mais il n'y eut pas de volonté politique forte de poursuivre dans ce sens ni, d'une manière générale, de respecter les plans d'urbanisme et de lutter efficacement contre l'urbanisation irrégulière spéculative.

Les enquêtes statistiques ultérieures, menées par l'administration romaine, reconduisirent celles qui avaient déjà eu lieu dans les années 1950. Alors que l'enquête du Bureau *ecografico* de mai 1960 utilisait encore une fois des critères discutables⁷², celles concernant les baraques, ruines et grottes, menées plus tard par le Bureau de la statistique et du Recensement, confirmèrent l'analyse de l'enquête de 1957. Cette dernière reste un modèle inégalé quant à la richesse des informations recueillies, à la fois sur les bâtiments et sur les familles. L'enquête effectuée le 20 février 1969, par exemple, dont les critères

71. Colline sur laquelle se trouve l'Hôtel de Ville à Rome.

72. Par exemple, il ne tenait compte que des «groupes de six habitations précaires et plus», excluant les noyaux épars et les baraques isolées. ACS, Mi, Gab, 1964-66, b.304, Relazione sulla attuale situazione degli alloggi precari nella capitale, Questura di Roma, 15 décembre 1960.

du relevé avaient été préalablement approuvés par l'ISTAT, ne prévoyait pas de distinguer les différentes formes de noyaux de population ; elle se bornait à récolter les informations sur la population résidant dans les habitats précaires selon l'âge, le sexe, la taille des familles, leur condition socio-économique, leur secteur d'activité, et le type de possession du logement (mais pas du terrain)⁷³. Par ailleurs, les types d'informations choisis lors des initiatives de recensement des baraques menées au cours des années 1960 et 1970 par des organisations non institutionnelles, que ce soient des associations liées à des partis et des mouvements sociaux de gauche, ou des organisations d'inspiration catholique, sont sujets à caution. Dans l'un comme dans l'autre cas, les résultats apparaissent entachés par la volonté *a priori* de gonfler ou de réduire les chiffres en fonction de l'opportunité politique⁷⁴.

Alloggi precari a Roma aurait sans aucun doute mérité plus d'attention au moment de sa publication. En tout état de cause, il reste l'une des sources officielles les plus citées dans les études sur la « ville éternelle », et surtout la première étude à mettre en évidence le phénomène complexe de la construction illégale, parvenant à saisir, sans doute sans en tirer toutes les conséquences, l'importance des processus d'urbanisation informelle qui ont marqué de façon irréversible l'habitat dans la capitale italienne⁷⁵.

Bibliographie

Sources

Archives

Archivio centrale dello Stato (Rome) :

Ministero dell'Interno, Gabinetto, 1950-1952, b. 88 ; 1953-1956, b. 223 ; 1964-1966, b. 304.

Presidenza Consiglio dei Ministri, 1924, f. 3.24.55.

Presidenza Consiglio dei Ministri, 1927, f. 3.19.872.

Archivio storico capitolino (Rome) :

Archivio fotografico, Servizi pubblici infrastruttura viabilità [Service photographique en ligne]

URL : <http://www.archiviocapitolinorisorsedigitali.it/index.php>.

73. COMUNE DI ROMA – UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, 1972, p. 68-71.

74. On trouve des références de certaines de ces enquêtes dans C. D'APICE & G. MAZZETTI, 1970, p. 143 et suivantes. Selon les auteurs du volume, cependant, ce sont les enquêtes réalisées par les organisations non institutionnelles de gauche qui sont les plus fiables, même si elles se fondent sur des critères plus impressionnistes que scientifiques.

75. On estime aujourd'hui qu'un tiers de la superficie urbanisée de Rome a une origine illégale, voir F. ERBANI & V. DE LUCIA, 2016, p. 59-75.

Atti del Consiglio comunale di Roma [Actes du conseil municipal de Rome], procès-verbal 20 janvier 1911, 466^e proposition ; procès-verbal 3 février 1911, 506^e proposition.

Délibérations gouvernementales, n° 647 du 21 avril 1925 ; n° 845 du 4 février 1928.

Gabinetto del sindaco, 1938, b. 1621, f. 1, titolo 1, classe 9-1, *Specchio statistico delle famiglie sbaraccate e degli sbaraccamenti eseguiti nella zona urbana, nel suburbio e in territorio dell'agro romano*.

Ripartizione V Lavori pubblici, Ispettorato edilizio, 1895/592/1895 ; 1896/2241/1896 ; 1924/29218/1924.

Ripartizione VIII Igiene e sanità (1871-1940), carteggio, serie I, b. 26, f. 1 ; carteggio, serie II, b. 186, f. 2.

Ufficio assistenza sociale, carteggio con titolario, classe 7, 90, f. 1 et f. 3, « Baraccamenti e alloggi » ; b. 91, f. 1 ; b. 92, f. 21 ; b. 96, f. 1, note de Ricci à Boncompagni, 28 novembre 1931 ; 102, f. 1, Note de Boncompagni pour S. E. le chef du Gouvernement, mars 1933 ; Appunto per S. E. il capo del Governo, 9 marzo 1933 ; note de Mussolini à Boncompagni du 13 mars 1933 ; b. 107, f. 3, note de Mussolini à Boncompagni du 5 avril 1933.

Sources imprimées

Presse quotidienne (ou autre périodicité)

Capitolium, 1926, n° 12 ; 1930, n° 3 ; 1931, n° 1.

Il popolo romano, 2 août 1911.

Il popolo d'Italia, 22 novembre 1928.

Il popolo di Roma, 27 septembre 1930.

Il messaggero, 3 août 1911 ; 28 juillet 1953.

L'unità, 28 juillet 1953 ; 30 juillet 1953.

Il popolo, 31 juillet 1953.

Monographies et articles

COMUNE DI ROMA – SERVIZIO DI STATISTICA, *Il censimento 10-11 giugno 1911 nel comune di Roma*, Rome, Tip. Cecchini, 1915.

COMUNE DI ROMA – UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, *Alloggi precari a Roma, Supplemento al bollettino statistico 1958*, Rome, Tip. Operaia romana, 1958.

—, *Aspetti della recente evoluzione della città di Roma*, Rome, 1972.

DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Risultati dell'inchiesta sulle condizioni igieniche e sanitarie nei comuni del Regno. Relazione generale*, Rome, Tipografia in San Michele di Reggiani e soci, 1886.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA DEL REGNO D'ITALIA, *Indagine sulle abitazioni al 21 aprile 1931*, II: *Tavole*, Florence, A. Vallecchi, 1934, p. 35.

—, *Indagine sulle abitazioni al 21 aprile 1931*, I: *Testo [Rapport du professeur Alfredo Niceforo]*, Florence, A. Vallecchi, 1936, p. 41-42.

- MINISTERO DELL'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Censimento della popolazione del Regno d'Italia al 31 dicembre 1881*, vol. I, partie II, Rome, Tip. Eredi Botta, 1883.
- MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Censimento della popolazione del Regno d'Italia al 31 dicembre 1881*, Relazione generale e confronti internazionali, Rome, Tip. Eredi Botta, 1885.
- MINISTERO DELL'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO – DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Censimento della popolazione del Regno d'Italia al 10 febbraio 1901*, vol. V : *Relazione*, Rome, Tip. G. Bertero, 1904.
- PICCINI, Giulio (Jarro), *Firenze sotterranea. Appunti, ricordi, descrizioni, bozzetti*, Florence, Mariano Ricci, 1884.
- ROSSI-DORIA, Tullio, «Necessità di abitazioni temporanee in Roma», *Nuova antologia*, f. 883, octobre 1908, p. 479.
- SERAO, Matilde, *Il ventre di Napoli*, Milan, Treves, 1884.
- SILVAGNI, David, *Censimento di Roma del 1871. Rapporto preliminare e complementare alla Giunta Comunale*, Rome, Tip. Salviucci, 1872.
- VALERA, Paolo, *Milano sconosciuta*, Milan, C. Bignami, 1879.

Travaux

- BARBAGLI, Marzio & PISATI, Maurizio, *Dentro e fuori le mura. Città e gruppi sociali dal 1400 ad oggi*, Bologna, Il mulino, 2012.
- BRAZZODURO, Marco, «L'abusivismo a Roma e la formazione delle nuove aree periferiche», in Enrica Aureli CUTILLO & Fiammetta Mignella CALVOSA (dir.), *Abitare a Roma. Urbanizzazione e crescita urbana*, Milan, Franco Angeli, 1989.
- CELLAMARE, Carlo, «Politiche e processi dell'abitare nella città abusiva/informale romana», *Archivio di studi urbani e regionali*, n°97-98, 2010, p. 145-167.
- , «Processi di auto-costruzione della città, in Roma, Città fai da te – Rome, Self-Made Urbanism», *Urbanisticatre*, n°2, 2013, p. 7-33.
- (dir.), *Fuori raccordo. Abitare l'altra Roma*, Rome, Donzelli, 2016.
- CHIANESE, Stefano, «The Baraccati of Rome: Internal Migration, Housing and Poverty in Fascist Italy (1924-1933)», *HBB working paper series* [en ligne], n°6, 2016.
URL : http://dev.hhbproject.com/media/workingpapers/6_chianese.pdf.
- CLEMENTI, Alberto & PEREGO, Francesco (dir.), *La metropoli «spontanea». Il caso di Roma*, Rome, Edizioni Dedalo, 1983.
- COPPOLA, Alessandro, «Evolutions and Permanences in the Politics (and Policy) of Informality: Notes on the Roman Case», *Urbanisticatre*, n°2, 2013, p. 35-41.
- D'APICE, Carmela & MAZZETTI, Giovanni, *Roma : la città contro l'uomo. Le baracche e gli altri problemi urbani nella loro dimensione storica ed attuale*, Rome, Schirru, 1970.
- ERBANI, Francesco & DE LUCIA, Vezio, *Roma disfatta*, Rome, Castelvecchi, 2016.
- FARINA, Milena & VILLANI, Luciano, *Borgate romane. Storia e forma urbana*, Melfi, Libria, 2017.
- FAVERO, Giovanni, *Le misure del Regno. Direzione di statistica e municipi nell'Italia liberale*, Padoue, Il poligrafico, 2001.

- GALLO, Stefano, *Senza attraversare le frontiere. Le migrazioni interne dall'Unità a oggi*, Rome et Bari, Laterza, 2012.
- GIOVANNINI, Carla, *Risanare le città: l'utopia igienista di fine Ottocento*, Milan, Franco Angeli, 1996.
- GOLINI, Antonio, « Statistica e demografia », *L'unificazione*, encyclopédie [en ligne], Treccani, 2011.
URL: http://www.treccani.it/enciclopedia/statistica-e-demografia_%28L%27Unificazione%29/ (consulté le 26 juillet 2019).
- INSOLERA, Italo, *Roma moderna. Un secolo di storia urbanistica 1870-1970*, Turin, Einaudi, 1962.
- IPSEN, Carl, *Demografia totalitaria. Il problema della popolazione nell'Italia fascista*, Bologne, Il mulino, 1997.
- LANZETTA, Alessandro, *Roma informale. La città mediterranea del GRA*, Rome, Manifestolibri, 2018.
- LISEO, Bruno & TEODORI, Marco, « Emergenza abitativa e baracche a Roma tra le due guerre », in Donatella STRANGIO (dir.), *Istituzioni, disuguaglianze, economia in Italia. Una visione diacronica*, Milan, Franco Angeli, 2018, p. 99-137.
- MARTINELLI, Franco, *Roma nuova. Borgate spontanee e insediamenti pubblici. Dalla marginalità alla domanda di servizi*, Milan, Franco Angeli, 1988.
- MARUCCO, Dora, *L'amministrazione della statistica nell'Italia unita*, Rome et Bari, Laterza, 1996.
- PALLOTTINO, Massimo, « Mario Figà-Talamanca », *Studi Romani*, vol. 37, f. 1, 1989, p. 117.
- PIAZZO, Pietrenzo, *Roma: la crescita metropolitana abusiva*, Rome, Officina, 1982.
- ROCHE, Daniel, *Il popolo di Parigi. Cultura popolare e civiltà materiale alla vigilia della Rivoluzione*, Bologne, Il mulino, 1986 (1^{re} éd. *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981).
- TOSCHI, Livio, « Edilizia economica e popolare a Roma (V). L'amministrazione Nathan e le casette comunali per i baraccati », *Edilizia popolare*, n° 252-253, 1997, p. 4-15.
- TREVES, Anna, *Le migrazioni interne nell'Italia fascista*, Turin, Einaudi, 1976.
- UFFICIO DI STATISTICA E CENSIMENTO, *Roma. Popolazione e territorio dal 1860 al 1960*, Rome, 1960.
- UNIONE BORGATE, *Dieci anni di lotte dell'Unione Borgate*, Rome, 1986.
- VILLANI, Luciano, *Le borgate del fascismo. Storia urbana, politica e sociale della periferia romana*, Milan, Lezioni, 2012.